



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands

DRC CONSEIL
DANOIS POUR
LES RÉFUGIÉS



NOTE DE CAPITALISATION **PREVENIR**

BURKINA FASO
2025

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

SOMMAIRE

En général.....	3
Conxte général.....	3
Approche méthodologique de capitalisation.....	3
Logique d'intervention globale.....	4
Leçons transversales.....	6
Defis transversaux.....	6
Recommandations stratégiques.....	7
Spécificité par expérience.....	8
Communication stratégique et plaidoyer.....	8
Connexion des initiatives locales aux dispositifs nationaux.....	10
Résilience communautaire à travers la réponse protection.....	12
Synergie des plateformes SARE, Consolidation de la Paix et Protection.....	14
Transfert de compétences et durabilité des acquis.....	17
Receuil de Témoignages.....	20

SARE: Sécurité Alimentaire et Relèvement économique
HDP: Humanitaire Développement Paix
AGR: Activité Génératrice de Revenu
AVEC: Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
DRC: Conseil Danois pour les Refugiés
APABUFAD; Association Arbre à Palabre pour le Développement
ONAPREGECC: Observatoire National de Prevention et de Gestion des Conflits Communautaires
OREPREGECC : Observatoire régional de prévention et gestion des conflits communautaires
CDC : Centre Diocésain de communication
AFDR: Association Formation Développement Ruralité
PAC: Plan d'Action Communautaire
PCD: Plan de Développement Communautaire
PASD: Plan d'Action pour la Stabilisation et le Développement
PAI: Plan d'Action Individuel
API: Assistance de Protection Individuelle
OSC: Organisation de la Société Civile

EN GENERAL

CONTEXTE GÉNÉRAL

Au Burkina Faso, le Conseil Danois pour les réfugiés a mis en œuvre en partenariat avec APABUFAD -(Association Arbre à Palabre pour le Développement); OREPREGEC (Observatoire régional de prévention et gestion des conflits communautaires); AFDR (Association Formation Développement Ruralité) et CDC (Centre Diocésain de communication) le projet de Prévention et Résilience pour l'Avenir (PREVENIR) dans la région du Nord avec une réponse mobile dans les autres régions. D'une durée de 45 mois (juillet 2021 à Juillet 2025), ce projet multisectoriel agit simultanément sur la consolidation de la paix, la protection et le relèvement économique. Il repose sur plusieurs plateformes. Une plateforme "urgence", utilisant l'alerte précoce et l'action pour anticiper et atténuer les risques immédiats pour les communautés touchées par l'insécurité ou les tensions et une plateforme "causes profondes", ciblant les facteurs de tensions communautaires profondément enracinés, les structures de pouvoir et les facteurs de fragilité à plus long terme.

La présente note capitalise les principales leçons apprises autour de cinq axes majeurs d'intervention :

1. Communication stratégique et plaidoyer.
2. Connexion des initiatives locales aux dispositifs nationaux.
3. Résilience communautaire à travers la réponse protection.
4. Synergie des plateformes SARE, Consolidation de la Paix et Protection.
5. Transfert de compétences et durabilité des acquis.

APPROCHE MÉTHODOLOGIE DE LA CAPITALISATION

La démarche de capitalisation mise en œuvre s'est appuyée sur une combinaison de méthodes complémentaires, afin de garantir la fiabilité des informations recueillies et de répondre de manière pertinente aux questions d'apprentissage.

- Focus groups : organisés avec différentes catégories d'acteurs (communautaires, institutionnels, partenaires), ils ont permis de collecter des perceptions variées, de croiser les expériences et d'identifier des dynamiques collectives. De ce fait 08 focus groups thématiques ont été organisés selon les questions d'apprentissage

02 focus groups sur les connexions des mécanismes afin d'explorer les dynamiques de collaboration entre niveaux local et national. Mais aussi Identifier les mécanismes de circulation d'informations, d'appui technique et de redevabilité.

02 focus groups sur le Nexus HDP afin d'examiner la transversalité réelle entre Sécurité Alimentaire Relèvement Economique, Consolidation de la Paix et Protection ; de comprendre comment la logique Nexus se traduit en pratiques conjointes : planification, ressources, résultats. Et enfin identifier les catalyseurs et blocages de la synergie, ainsi que les leçons transférables.

02 focus group sur le transfert de compétences : Comprendre de quelle manière les activités de transfert de compétences (formations, mentorat, pair-apprentissage, outils, etc.) ont permis d'atteindre les résultats visés. 2. Identifier les facteurs qui renforcent (ou fragilisent) la pérennité des acquis après la fin du projet. 3. Dégager des recommandations pratiques pour de futurs programmes.

02 focus group sur la protection et la résilience communautaire : Comprendre les mécanismes par lesquels les activités de protection (prévention, réponse, plaidoyer, soutien psychosocial, etc.) ont renforcé la résilience communautaire. Identifier les facteurs qui ont favorisé ou freiné cet impact (inclusion, coordination, ressources, suivi). Extraire des leçons et recommandations pour pérenniser et étendre les acquis.

- Entretiens individuels : menés auprès d'acteurs clés, ils ont apporté des éclairages approfondis sur les pratiques, les défis rencontrés et les solutions envisagées.
- Revue documentaire : l'analyse des rapports et autres documents de référence a permis de replacer les expériences dans leur contexte et de compléter les données de terrain.

Cette approche triangulée a favorisé une compréhension fine des résultats et enseignements, tout en mettant en évidence les leviers et limites des interventions. Elle offre ainsi une base solide pour renforcer l'apprentissage collectif, alimenter les pratiques futures et contribuer à l'amélioration continue des actions menées

LOGIQUE D'INTERVENTION GLOBALE

PRODUIT 1 : DES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE DE CONFLITS COMMUNAUTAIRES RENFORCÉS POUR ANTICIPER LES RISQUES IMMINENTS DE VIOLENCE COMMUNAUTAIRE ET DONNER L'ALERTE AVANT DES ÉPISODES DE VIOLENCE ÉVITABLES

- Suivi et analyse des contextes : renforcement de la capacité d'alerte précoce au niveau local et communautaire, et garantie d'une expertise spécialisée pour le suivi
 - Renforcement des média locaux en matière de communication sensible au conflit
 - Soutien à la convergence et la coordination avec d'autres acteurs de l'alerte
- Précoce

PRODUIT 2 : ACTIONS PRÉCOCES POUR PRÉVENIR ET RÉDUIRE LES CONFLITS ET LEURS IMPACTS IMMÉDIATS

- Analyses rapides des dynamiques de conflit
- Médiation d'urgence par des médiateurs tiers neutres, personnels du projet
- Soutenir la capacité de médiation endogène en formant des médiateurs locaux et en développant la capacité de partenaires locaux
- Actions de protection d'urgence dans les communautés touchées par le conflit et la violence
- Formation des acteurs humanitaires et des OSC à la sensibilité aux conflits

PRODUIT 3 : APPUIS AUX INITIATIVES COMMUNAUTAIRES DE DIALOGUES, D'ÉDIFICATION DE LA PAIX ET SOCIO-ÉCONOMIQUES PERMETTANT DE TRAITER LES CAUSES PROFONDES DE CONFLIT ET DE RENFORCER LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS

- Formation d'acteurs locaux/communautaires renforçant leur capacité à agir en tant qu'agents de la paix
- Appuis aux dialogues locaux et activités de suivi/formation en lien avec les problématiques conflictogènes
- Intégration socio-économique des jeunes et jeunes adultes et personnes à risque de rejoindre la violence armée à travers des activités génératrices de revenus
- Développement de projets communautaires visant à renforcer les liens socioéconomiques entre les différents groupes, la sécurité humaine et la cohésion social

PRODUIT 4 : PLAIDOYER ET COMMUNICATION STRATÉGIQUE (TRANSVERSAL)

DÉVELOPPEMENT DE COLLABORATION AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE LOCALE ET NATIONALE ET LES DÉFENSEURS DES DROITS POUR PORTER DES ACTIONS DE PLAIDOYER POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

- Mise en place et exploitation d'un canal permettant de transmettre des informations des alertes précoce aux cercles diplomatiques et bailleurs
- Faciliter le dialogue et l'engagement direct entre les communautés touchées, les décideurs et autres parties prenantes

LEÇONS TRANSVERSALES

Les expériences capitalisées mettent en évidence plusieurs enseignements majeurs. L'ancrage communautaire apparaît comme une condition incontournable de la durabilité : la participation active des communautés hôtes et PDI renforce la légitimité et installe des dynamiques locales solides, avec les comités, médiateurs et coachs endogènes devenus de véritables piliers de prévention et de cohésion sociale.

L'inclusion financière et la participation se révèlent être des leviers puissants de cohésion : la sélection participative des bénéficiaires, les focus groups, dialogues communautaires ou encore les groupes AVEC mixtes ont contribué à réduire les tensions et à améliorer la cohabitation.

La connexion avec les institutions constitue un autre facteur déterminant : sans reconnaissance et intégration dans les dispositifs formels (OREPREGECC, plans communaux, politiques sociales), les efforts locaux demeurent fragiles et peinent à s'inscrire dans la durée. L'approche multisectorielle et intégrée a démontré son efficacité, en articulant protection, paix et relèvement économique pour répondre simultanément aux vulnérabilités sociales, économiques, renforçant ainsi la résilience globale des communautés.

“Lors d'une facilitation de dialogue au profit des porteurs de projet l'on a constaté que les ménages de deux porteurs de projet ne parlaient pas. La facilitation de dialogue a permis de les écouter et de plaider pour la bonne entente car les femmes issues de ces ménages sont dans le même groupe AVEC. Après la facilitation de dialogue les deux ménages se sont reconcilié et ont encouragé les autres à toujours garder la communication et le dialogue pour la bonne marche du groupe AVEC ”Participant au focus groupe

La formation et le transfert de compétences via un renforcement progressif, du coaching de proximité et une transmission en cascade assurent un effet multiplicateur qui garantit la diffusion et la continuité des acquis au-delà des bénéficiaires directs.

DÉFIS TRANSVERSAUX

L'exercice de capitalisation met en évidence plusieurs défis transversaux qui freinent la mise en œuvre et la durabilité des interventions.

En premier lieu la faible reconnaissance institutionnelle de certains acteurs clés. Le manque de statut officiel pour les points focaux SAP ou les comités communautaires fragilise leur légitimité, tandis que la rotation fréquente des autorités locales compromet la continuité des partenariats et l'ancrage institutionnel.

Par ailleurs, le chevauchement des interventions et le déficit de coordination entre les différents acteurs (coachs, médiateurs, comités) et même les autres organisations intervenant dans la zone d'intervention entraînent parfois des redondances et limitent la transversalité entre les volets de protection, de consolidation de la paix et de relèvement économique.

S'ajoute la question de la disponibilité et de la motivation des relais communautaires, souvent absorbés par leurs propres activités agricoles ou faiblement motivés faute de prise en charge suffisante. Cette contrainte affecte la dynamique de formation en cascade et freine la continuité du transfert de compétences.

Enfin, les normes socioculturelles demeurent un frein à l'appropriation de certaines thématiques, notamment en matière d'égalité de genre et de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG). Des résistances persistent, certaines communautés percevant encore ces notions comme des « pratiques importées »

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Pour renforcer la durabilité et l'impact des interventions, plusieurs axes stratégiques se dégagent :

Institutionnaliser les mécanismes communautaires : La reconnaissance officielle des comités, médiateurs et points focaux (statuts juridiques, attestations, intégration dans les dispositifs communaux) est essentielle pour consolider leur légitimité et garantir leur pérennité.

Assurer un financement durable et prévisible pour les mécanismes communautaires : Les acquis ne peuvent être maintenus sans un appui financier stable. Cela suppose de diversifier les sources de financement, en mobilisant non seulement les partenaires humanitaires mais aussi les budgets locaux et l'appui des structures étatiques et un auto-financement des mécanismes communautaires par les communautés qu'elles servent.

Mettre en place un cadre permanent de coordination intersectorielle : La création d'un espace formel et institutionnalisé de concertation entre les différents volets (protection, paix, relèvement économique) est indispensable. Un tel cadre permet d'éviter le chevauchement des interventions et de renforcer les synergies au bénéfice des communautés.

Intégrer systématiquement les acquis dans les politiques publiques : Pour assurer une continuité après la fin des projets, il est crucial d'arrimer les approches développées aux plans communaux de développement, aux dispositifs nationaux de protection et aux politiques publiques sectorielles.

SPECIFICITÉS PAR EXPERIENCE

COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET PLAIDOYER

Approche stratégique de communication et plaidoyer

Dans le cadre du PREVENIR la communication stratégique et le plaidoyer sont portés par CDC. D'une part, la communication a permis de valoriser les voix des communautés, de rendre visibles leurs préoccupations et de sensibiliser largement les acteurs locaux et régionaux. D'autre part, le plaidoyer a constitué un canal privilégié de dialogue avec les autorités, ouvrant des espaces de concertation et d'influence. La combinaison de ces deux dimensions a démontré toute sa pertinence : si la communication seule informe et mobilise, c'est bien le plaidoyer qui transforme cette mobilisation en actions concrètes et en décisions politiques. Ensemble, elles ont permis d'amplifier l'impact des initiatives communautaires et de renforcer leur reconnaissance institutionnelle.

Une logique d'intervention participative et inclusive

La mise en œuvre de la logique d'intervention participative et inclusive s'est appuyée sur la création d'une plateforme régionale collaborative, rassemblant 97 organisations de la société civile issues de différentes localités. À travers des focus groups, des rencontres de proximité et des ateliers régionaux, les préoccupations communautaires ont été collectées et discutées, permettant une remontée fidèle des réalités locales. Ces dynamiques ont abouti à l'élaboration de mémorandums annuels, soigneusement alignés sur le Plan d'Action pour la Stabilisation et le Développement (PASD), garantissant ainsi la cohérence avec les priorités institutionnelles. Cette démarche a montré que l'ancre local et l'implication des OSC renforcent la légitimité et la durabilité des actions. Par ailleurs, les outils participatifs utilisés ont accru la pertinence des messages transmis aux décideurs, tout en consolidant la confiance entre communautés et autorités.

Résultats observés et apprentissages

L'approche mise en œuvre a favorisé un engagement accru des autorités locales et régionales. Les recommandations issues des communautés ont été intégrées dans plusieurs Plans Communaux de Développement, accompagnées d'actions concrètes telles que l'ouverture de centres de santé (CSPS) et la sécurisation de sites maraîchers dans la région du Nord. Ce constat illustre clairement que le plaidoyer collectif exerce une influence directe sur les politiques locales.

Parallèlement, les initiatives ont contribué à un renforcement de la cohésion sociale. La baisse des tensions entre populations hôtes et personnes déplacées internes, ainsi que l'implication active des chefs coutumiers et religieux, témoignent de l'efficacité des approches de médiation endogène comme levier de prévention des conflits.

Sur le plan économique, près de 292 activités génératrices de revenus (AGR) ont été soutenues grâce aux dynamiques de plaidoyer, démontrant que lier plaidoyer et développement économique accroît la résilience communautaire.

Enfin, le projet a permis une capacitation notable des organisations de la société civile (OSC), à travers des formations ciblées (Régime foncier et gestion des ressources naturelles, technique de plaidoyer), et la mise en place d'une plateforme désormais autonome. Ces avancées confirment que la professionnalisation des OSC est un facteur déterminant de durabilité.

Défis rencontrés

La mise en œuvre du projet n'a pas été exempte de difficultés. Dans certaines zones, notamment les provinces du Loroum, la situation sécuritaire tendue a limité l'accès physique aux localités, restreignant la portée des activités et la présence des équipes. Par ailleurs, l'insuffisance de ressources financières a constitué un frein important à la duplication des actions à plus grande échelle, limitant ainsi la possibilité de toucher davantage de bénéficiaires. Enfin, la rotation fréquente des autorités administratives a ralenti le suivi des engagements pris, chaque changement nécessitant un temps d'adaptation et de relance des dynamiques de concertation. Ces défis mettent en lumière la nécessité d'anticiper des mécanismes de continuité et d'appui logistique pour sécuriser les acquis dans des contextes instables.

Bonnes pratiques capitalisées

Le plaidoyer collectif a démontré toute sa force grâce à la constitution de coalitions inter-associatives et l'élaboration de messages harmonisés, portés d'une seule voix auprès des autorités. Cette approche renforce non seulement l'impact des actions, mais aussi la légitimité des acteurs communautaires dans les processus décisionnels.

L'articulation entre communication et plaidoyer démultiplie l'impact. La synergie entre valorisation des voix communautaires et dialogue institutionnel a permis d'amplifier l'influence des initiatives locales. Dans le cadre du PREVENIR La communication valorise les voix des communautés à travers l'utilisation de media au format interactif comme les émissions radios, les focus groups, les théâtres-fora etc. et le plaidoyer ouvre un canal de dialogue structuré avec les autorités. Cette articulation permet non seulement de sensibiliser, mais surtout d'influencer concrètement les décisions politiques

Les canaux de communication de proximité sont des leviers puissants de mobilisation. Radios communautaires, théâtres-fora et débats publics ont facilité la diffusion des messages et favorisé une forte participation des populations.

Un leadership partagé garantit l'inclusivité et la cohésion. La plateforme régionale des OSC, avec son système de coordination tournante, a évité la concentration du pouvoir et renforcé l'appropriation collective.

Recommandations

Créer un groupe restreint de quelques membres à 'l'intérieur de la plateforme s'avère essentiel pour assurer un suivi continu des dynamiques locales et une plus grande efficacité dans les réflexions. Cette cellule pourra alimenter régulièrement la plateforme élargie, renforçant ainsi leur capacité de réaction.

Pérenniser la plateforme par son institutionnalisation afin qu'elle soit reconnue comme un véritable mécanisme de redevabilité sociale, le rôle d'interface entre populations et autorités sera consolidé ce qui aura une incidence positive sur la durabilité des acquis.

Étendre et démultiplier l'expérience dans d'autres régions telles que le Centre-Nord ou le Sahel apparaît comme une opportunité pour capitaliser sur les bonnes pratiques déjà éprouvées. Cette réPLICATION permettrait de renforcer la cohésion sociale et l'impact du plaidoyer dans d'autres zones affectées par la crise sécuritaire.

Note de synthèse

L'intégration de la communication stratégique et du plaidoyer, adossée à des dynamiques locales inclusives, génère des impacts concrets sur la cohésion sociale, la gouvernance et l'autonomisation économique. La clé réside dans la participation, la mise en réseau et la professionnalisation des OSC, tout en anticipant les défis liés à la sécurité, aux ressources et à la continuité institutionnelle.



« Quand on va individuellement, on peut ne pas être écouté. Mais quand on est ensemble, on devient plus fort. »

Yerbang, membre de la plateforme des OSC, Zondoma

CONNEXIONS ENTRE LES INITIATIVES LOCALES ET DISPOSITIFS NATIONAUX DE PAIX

Approche de connexion local-national

L'approche adoptée dans le cadre du projet PREVENIR s'est caractérisée par une articulation ascendante et descendante reliant les initiatives locales aux dispositifs nationaux de prévention et gestions des conflits communautaires. Les médiateurs endogènes, les points focaux SAP et les comités communautaires ont constitué les relais de proximité, assurant la veille, la médiation et la résolution rapide des tensions au sein des communautés. Ces dynamiques locales ont été directement reliées aux mécanismes institutionnels tels que l'OREPREGEC et l'ONAPREGEC, favorisant une interaction fluide entre terrain et structures nationales. Cette approche hybride devait permettre d'ancrer la prévention et la gestion des conflits communautaires dans le quotidien des populations tout en consolidant les dispositifs institutionnels, renforçant ainsi la cohérence entre les deux niveaux d'action.

Approche mise en œuvre

Le projet PREVENIR a développé une démarche visant à relier efficacement les initiatives locales aux dispositifs nationaux de prévention et de gestion des conflits communautaires. Cette stratégie s'est traduite d'abord par la structuration locale, à travers la mise en place de comités communautaires, l'implication de médiateurs endogènes et la désignation de points focaux alimentant le Système d'Alerte Précoce (SAP).

En parallèle, un lien institutionnel a été construit entre ces mécanismes communautaires et les structures nationales telles que l'OREPREGEC et l'ONAPREGEC, garantissant une articulation directe entre terrain et cadre institutionnel avec un système d'information ascendant et descendant. Des espaces de concertation multi-acteurs ont également permis de réunir OSC, autorités locales et services déconcentrés pour renforcer la coordination et favoriser des réponses concertées aux tensions. Enfin, la valorisation des pratiques endogènes, notamment la justice coutumière apaisée et la médiation locale avant le recours aux juridictions formelles, a consolidé la légitimité des interventions.

Ce système d'information interactif et intégrée a permis de créer des passerelles solides entre dynamiques locales et dispositifs nationaux, tout en respectant les traditions et en renforçant la cohésion sociale.

Résultats

L'approche mise en œuvre a permis de renforcer la légitimité des certains mécanismes locaux et de favoriser la réactivité des autorités en matière de prévention et gestions des conflits communautaires. Dans cette dynamique, cinq comités communaux de médiateurs endogènes ont été mis en place et sont désormais consultés , avec un ancrage renforcé grâce à leur connexion à l'OREPREGEC

De plus elle a permis de consolider une synergie multi-acteurs : des collaborations constantes entre OSC, autorités locales, leaders religieux et coutumiers se sont matérialisées par des accords formalisés, des partenariats et des réunions régulières. Ces dynamiques collectives assurent non seulement la légitimité des actions, mais aussi leur continuité et leur durabilité.

Défis rencontrés

L'une des principales limites identifiées concerne l'absence de statut légal pour les points focaux du Système d'Alerte Précoce (SAP). Cette situation réduit leur légitimité et complique leur reconnaissance officielle par les autorités locales et nationales. Par ailleurs, le manque de ressources financières constitue un frein important pour les comités communautaires, qui peinent à mettre en œuvre leurs plans d'action et à assurer la continuité de leurs activités.

La non-systématisation des connexions entre le démembrement de l'ONAPREGEC qui a une incidence sur sa capacité à accompagner de façon optimale les mécanismes endogènes

Bonnes pratiques

L'implication des autorités locales (mairies, préfets, services déconcentrés) dès la conception des initiatives facilite la reconnaissance institutionnelle et la durabilité car les comités et points focaux sont mieux écoutés lorsqu'ils travaillent en synergie avec les cadres formels de gouvernance.

La mise en relation des mécanismes communautaires (points focaux SAP, comités de médiation) avec les dispositifs nationaux (OREPREGEC, ONAPREGEC) permet une meilleure réactivité car cette synergie donne plus de poids aux alertes communautaires et renforce la prévention des crises.

L'implication directe des médiateurs endogènes, leaders coutumiers, religieux et associatifs permet de créer un climat de confiance car leur rôle reconnu dans la gestion des conflits fonciers, sociaux et intercommunautaires favorise une résolution rapide et acceptée par les populations

Recommendations

Pour renforcer l'efficacité et la durabilité des dynamiques initiées, il apparaît nécessaire d'institutionnaliser la reconnaissance des points focaux SAP et des médiateurs endogènes à travers des attestations officielles ou leur intégration dans les textes de référence au niveau communal et national. Cela consoliderait leur légitimité et faciliterait leur collaboration avec les autorités.

Renforcer et systématiser des cadres formels avec des agendas pour des rencontres et partage d'expérience entre les mécanismes formels et informels afin d'améliorer la connexion entre ses plateformes. Ainsi cela permettra un schéma de communication claire avec un système de connexions hybride légitimant chaque acteur en fonction de la typologie du conflit communautaire ouvrant ainsi la possibilité du référencement entre mécanisme.

Un renforcement continu des capacités est recommandé, avec des formations régulières en médiation, gestion des conflits, plaidoyer et techniques de rapportage. Ces sessions pourraient être accompagnées de la mise à disposition de manuels et d'outils pratiques standardisés, afin d'uniformiser les approches sur le terrain.

Le renforcement de la synergie multi-acteurs. Les concertations régulières entre les mécanismes locaux, OSC, autorités locales, services déconcentrés et leaders coutumiers ou religieux consolident la confiance et assurent une meilleure coordination. La formalisation de ces relations par des protocoles de collaboration clairs faciliterait encore davantage la continuité et la reconnaissance institutionnelle

Un renforcement du soutien logistique et financier est crucial. L'équipement des comités et des points focaux en kits adaptés (téléphones, carnets, moyens de transport, badges, boîtes à images...) faciliterait la veille communautaire et la remontée d'alertes. Ce soutien doit être couplé à des ressources financières pérennes, mobilisées à travers des budgets communaux, des partenariats ou des subventions, pour garantir la mise en œuvre des plans d'action.

Note de synthèse :

La paix durable se construit à partir des dynamiques locales, à condition qu'elles soient valorisées, structurées et reliées aux dispositifs institutionnels. Les médiateurs endogènes et points focaux SAP jouent un rôle de relais essentiels entre les communautés et l'État. Pour pérenniser ces acquis, il est crucial de leur donner une reconnaissance légale et des moyens logistiques, tout en maintenant une approche inclusive et participative

RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE À TRAVERS LA RÉPONSE PROTECTION

Approche de réponse protection

L'approche adoptée repose sur une logique multisectorielle, participative et alignée au Nexus humanitaire-développement-paix, combinant à la fois prévention et réponse protection. Elle met en avant l'importance de ne pas limiter l'action à l'accompagnement individuel, mais de l'articuler systématiquement avec le renforcement des dynamiques collectives. Ainsi, le soutien direct aux personnes — à travers des plans d'action personnalisés et un appui psychosocial — est complété par l'implication des structures communautaires telles que les comités, les leaders et les médiateurs endogènes. C'est cette combinaison entre protection individuelle et résilience communautaire qui accroît l'efficacité et la durabilité des interventions de protection.

Approche mise en œuvre

La résilience communautaire a été renforcée à travers une approche intégrée, combinant prévention et réponse protection. Celle-ci s'est appuyée sur la participation active des communautés, avec la mise en place de comités, de médiateurs et de points focaux impliquant à la fois populations hôtes et déplacées. Des activités structurantes comme les sensibilisations, l'appui psychosocial individuel et collectif ainsi que des soutiens ciblés aux cas les plus vulnérables ont permis de répondre aux besoins immédiats tout en favorisant la cohésion sociale. Enfin, le renforcement des capacités des comités et le transfert d'outils de suivi aux services sociaux et partenaires ont contribué à une autonomisation progressive. Ainsi la combinaison entre participation locale, soutien direct et transfert de compétences qui assure la résilience et la durabilité des acquis.

Résultats observés

Les interventions du projet ont eu un impact significatif tant au niveau individuel que collectif, illustré par des résultats chiffrés et qualitatifs. Au total, 11 894 personnes ont été sensibilisées et 38 983 ont bénéficié d'activités psychosociales communautaires, renforçant la capacité des communautés à faire face aux situations de crise. Par ailleurs, 609 Plans d'Actions Individuelles (PAI) ont été mis en œuvre et 662 bénéficiaires ont reçu des Appuis de Protection Individuels (API), complétés par 21 référencements vers des services sociaux spécialisés. Enfin, 156 acteurs communautaires ont été formés, consolidant la pérennité des actions.

Au-delà des chiffres, les focus groups révèlent des avancées concrètes en matière de résilience communautaire. Les sensibilisations et la mise en place de comités communautaires ont contribué à réduire les tensions locales, notamment en matière de violences conjugales et de conflits liés aux ressources naturelles. Les Activités Génératrices de Revenus (AGR) et appuis financiers ont permis d'occuper les jeunes et de répondre à des besoins de base, réduisant leur vulnérabilité. Les formations ont consolidé les compétences des acteurs en médiation, gestion des conflits, animation communautaire et droits humains, favorisant une autonomisation progressive.

Enfin, la création des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) et l'organisation de journées communautaires ont renforcé la solidarité et la cohésion sociale entre populations hôtes et personnes déplacées internes (PDI), illustrant comment des outils simples mais adaptés peuvent transformer durablement les dynamiques communautaires. Ces résultats démontrent que la combinaison d'approches quantitatives (PAI, API, formations) et qualitatives (dialogues, AGR, AVEC) constitue un levier puissant pour renforcer la résilience et consolider la paix au sein des communautés.

Défis

Malgré les avancées notables, plusieurs défis structurels continuent de limiter la portée et la durabilité des interventions. Le contexte sécuritaire instable, marqué par des déplacements forcés récurrents, remet en cause certains acquis et génère de nouveaux besoins de protection. À cela s'ajoute un sous-financement chronique : les services sociaux manquent de moyens, les Plans d'Actions Communautaires (PAC) ne sont pas toujours mis en œuvre, et les activités de sensibilisation se tiennent parfois sans matériel de support, réduisant leur efficacité.

La reconnaissance institutionnelle reste limitée : comités communautaires et points focaux ne disposent pas de statut officiel, ce qui fragilise leur légitimité et leur capacité à influencer durablement les politiques locales. Par ailleurs, des résistances socioculturelles persistent, notamment sur les thématiques sensibles comme les violences basées sur le genre (VBG) et l'égalité de genre, certaines normes étant perçues comme étrangères aux pratiques locales. La résilience communautaire demeure fragile si elle n'est pas consolidée par un financement stable, une reconnaissance institutionnelle formelle et une stratégie de changement social à long terme, adaptée aux réalités culturelles locale

Bonnes pratiques capitalisées

L'expérience du projet met en évidence plusieurs bonnes pratiques qui ont contribué à renforcer la résilience communautaire et la cohésion sociale. La sélection participative et inclusive des bénéficiaires, fondée sur l'analyse des incidents de protection et attentive aux questions de genre et aux vulnérabilités spécifiques, a permis de garantir l'équité et l'appropriation des actions. L'intégration systématique des populations hôtes et déplacées internes dans les mêmes mécanismes a réduit les risques de tensions et favorisé une cohabitation pacifique.

L'autonomisation progressive des comités, soutenue par le transfert de compétences et d'outils pratiques tels que les protocoles d'alerte, les grilles de suivi et les plans d'action individuels, a renforcé la pérennité des dispositifs. La réponse multiforme, combinant sensibilisation, accompagnement psychosocial et appui économique, a offert une prise en charge globale adaptée aux divers besoins de protection.

Enfin, la mise en place de journées communautaires et de cadres de concertation multi-acteurs (OSC, autorités locales, services sociaux et leaders communautaires) a favorisé la synergie, renforcé la confiance et consolidé les liens sociaux. Ces pratiques démontrent que la résilience se construit à travers des réponses intégrées, inclusives et coordonnées.

Recommandations

À la lumière des résultats et des défis identifiés, plusieurs recommandations se dégagent pour renforcer l'efficacité et la durabilité des interventions. Il apparaît essentiel de garantir la formation continue et le recyclage régulier des comités, médiateurs et coachs, avec une attention particulière aux thématiques sensibles comme les violences basées sur le genre (VBG), la protection de l'enfance et la gestion des conflits communautaire.

Assurer la continuité avec les autorités locales par un transfert d'outils et une intégration des mécanismes communautaires dans les politiques publiques locales et nationales.

Note de synthèse :

La réponse protection du projet PREVENIR a démontré que la résilience communautaire se construit à travers une approche participative, multisectorielle et progressive, combinant appui individuel et collectif. En renforçant les capacités locales, en transférant des outils et en impliquant hôtes et PDI, le projet a créé une base solide pour une gouvernance communautaire sensible aux vulnérabilités. Toutefois, la durabilité nécessite un financement accru, une reconnaissance institutionnelle des mécanismes et une stratégie culturelle de long terme sur les normes sociales

SYNERGIE DES PLATEFORMES SARE, CONSOLIDATION DE LA PAIX ET PROTECTION DANS L'APPROCHE NEXUS

Approche Nexus

L'approche Nexus mise en œuvre dans le cadre du projet PREVENIR repose sur la coordination de trois plateformes thématiques complémentaires : la SARE, axée sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ; la Consolidation de la Paix, qui cible les causes profondes des conflits communautaires et la Protection, centrée sur le renforcement de la résilience sociale et institutionnelle. Cette articulation a permis de répondre simultanément aux besoins économiques et sociaux des communautés.

L'expérience montre que le croisement des interventions renforce non seulement la cohérence des actions, mais aussi la pertinence des réponses apportées. Les résultats obtenus démontrent que lorsque la sécurité alimentaire, la prévention des conflits et la protection sont intégrées dans un même cadre stratégique, les communautés gagnent en résilience globale et en capacité d'adaptation face aux crises multiples. L'approche Nexus s'avère efficace pour lier protection, développement et paix, et doit être consolidée comme modèle d'action intersectorielle dans les contextes de fragilité.

Intégration concrète des activités

L'approche Nexus s'est matérialisée par une intégration effective des interventions entre les trois plateformes à deux niveaux : directement sur les bénéficiaires et sur les mécanismes ou groupe gravitant autour des bénéficiaires. Sur les bénéficiaires, les ménages vulnérables (déplacés et hôtes) ayant bénéficié d'un kit d'Activité Génératrice de Revenus (SARE) sont intégrés dans un groupe AVEC, et enfin participe à des ateliers de gestion de conflits communautaires et à des sensibilisations sur les violences basées sur le genre (VBG) et les droits humains dans le cadre des activités de protection. Ce paquet d'activités intégré favorise ainsi l'inclusion financières du ménage, la cohésion sociale et la collaboration entre les communautés contribuant ainsi à renforcer l'environnement protecteur du ménage.

Au niveau des mécanismes gravitant autour des bénéficiaires les coachs de la graduation ont été formés aux principes de protection, leur permettant d'identifier et de référer les cas de vulnérabilité, tandis que les médiateurs communautaires ont été renforcés sur les enjeux économiques afin de soutenir également le volet SARE. De leur côté, les groupes AVEC ont reçu des formations en prévention des conflits, renforçant à la fois leur autonomie financière et la cohésion sociale

Approche mise en œuvre

La mise en œuvre de l'approche Nexus s'est appuyée sur une méthodologie multisectorielle favorisant la complémentarité entre les différentes équipes et plateformes. Des réunions de planification inter-équipes et un calendrier commun ont permis d'éviter les doublons et de garantir une meilleure cohérence dans le déploiement des activités. L'utilisation d'outils de suivi partagés tels que Kobotoolbox et Kobo Collect a renforcé l'harmonisation des données et facilité la prise de décision collective.

Par ailleurs, des formations croisées ont été organisées entre coachs, médiateurs et acteurs communautaires, permettant à chacun d'élargir ses compétences et de mieux comprendre les logiques des autres secteurs. Cette approche a contribué à fluidifier la collaboration et à maximiser l'impact sur les bénéficiaires.

La synergie des plateformes s'est réalisée dans une approche flexible, fondée sur l'analyse contextuelle et l'implication des communautés afin d'éviter les ruptures et renforcer la résilience ce qui a permis un projet qui s'adapte aux besoins évolutifs de bénéficiaires comme suit :

- Court terme : assistance alimentaire et appui psychosocial.
- Moyen/long terme : AGR, inclusion financière, cohésion sociale.

Résultats

Les interventions mises en œuvre à travers l'approche Nexus ont généré des changements tangibles à plusieurs niveaux. Sur le plan économique, le renforcement de la capacité des ménages grâce aux Activités Génératrices de Revenus (AGR) et aux groupes AVEC a permis une diversification progressive des sources de revenus. Plus de 110 bénéficiaires ont été accompagnés dans le développement de leurs AGR et ont confirmé, lors des enquêtes de perception, l'utilité de ces appuis pour améliorer leur autonomie économique.

Au niveau social, la caisse solidarité a constitué un moyen de tisser les liens sociaux entre PDI et hôtes facilitant ainsi l'intégration des PDIs et la confiance mutuelle

Toujours au niveau social la création de six groupes AVEC mixtes a favorisé les échanges entre populations hôtes et personnes déplacées internes (PDI), contribuant à la réduction des tensions et à la consolidation de la cohésion sociale. Ce constat est confirmé par le fait que 100 % des populations bénéficiaires estiment que les processus de dialogue sur les causes profondes ont eu un impact positif sur la préservation et l'amélioration de la cohabitation pacifique.

. Sur le plan psychosocial, les bénéficiaires soulignent une meilleure gestion du stress et une diminution des violences basées sur le genre (VBG), grâce aux sensibilisations et aux activités de soutien mises en place.

Ces acquis se traduisent par une forte perception positive des actions : en 2024, 92 % des bénéficiaires interrogés estiment que les interventions ont été bien coordonnées et qu'elles ont répondu simultanément à plusieurs de leurs besoins.

La combinaison des trois plateformes (SARE, DHCP et Protection) produit des effets durables et visibles, renforçant la résilience des ménages et des communautés à travers une réponse à la fois économique et sociale.

Défis

La mise en œuvre a été confrontée à plusieurs obstacles. La mobilisation de différents acteurs communautaires auprès des mêmes bénéficiaires comités communautaires pour la protection, médiateurs pour la consolidation de la paix et coachs endogènes pour le volet SARE a parfois généré des chevauchements. Cette multiplicité d'intervenants, qui n'étaient pas toujours les mêmes personnes, a limité la transversalité et la cohérence des activités entre les différents volets. À cela s'est ajoutée la difficulté de suivi de la plateforme, due à l'absence d'un cadre d'échange formalisé pour assurer la coordination et le suivi des passerelles. Enfin, le contexte sécuritaire instable dans certaines localités, a restreint les possibilités de sorties d'appui-conseil, fragilisant ainsi la continuité des interventions.

Bonnes pratiques capitalisées

Les expériences menées dans le cadre du projet ont permis de mettre en évidence plusieurs bonnes pratiques qui ont fortement contribué à l'efficacité et à la durabilité des synergies HDP, à savoir :

Un dialogue régulier entre DRC, AFDR et les autorités locales a constitué un pilier central, facilitant à la fois l'alignement des priorités et la légitimité des interventions menées. Ce cadre a été renforcé par un leadership communautaire fort, incarné par des comités mixtes de plaintes, SAP, comités de ciblage qui ont permis d'assurer transparence, équité et acceptation sociale. L'appui constant des autorités administratives et coutumières dans l'organisation des dialogues et dans la mise en place et le fonctionnement des comités a contribué à asseoir la crédibilité du processus et à favoriser son ancrage local.

La responsabilisation progressive des bénéficiaires s'est appuyée sur une approche participative et un modèle dégressif d'accompagnement à travers la graduation, permettant un transfert progressif de responsabilités et une autonomie accrue des communautés. Cette dynamique s'est traduite par une amélioration tangible de la cohabitation entre les populations appuyées, grâce à la diversité et à la complémentarité des interventions mises en œuvre. Les sensibilisations (78,6 %), dialogues communautaires (62,4 %), formations (34,5 %) et la médiation humanitaire (28,9 %), selon l'enquête de perception de juillet 2025, illustrent cette approche multiforme qui a permis de répondre à différents besoins tout en consolidant la cohésion sociale.

La pluridisciplinarité et le dynamisme des équipes, combinant des expertises techniques, sociales et institutionnelles, ont également joué un rôle essentiel pour assurer une réponse globale et adaptée aux besoins multiples des communautés. Enfin, la diversité et la complémentarité des interventions allant des sensibilisations aux dialogues communautaires, en passant par les formations et la médiation humanitaire ont permis d'apporter des réponses variées et cohérentes, tout en renforçant la cohésion sociale entre les différentes composantes des populations.

Les PAC pour mieux comprendre et répondre aux besoins multisectorielles

Utilisations des analyses de contextes pour comprendre les dynamiques conflictuels afin de fournir des réponses intégrées adaptés aux besoins des communautés

Recommendations

Renforcer l'intégration intersectorielle : veiller à une articulation systématique entre les volets protection, consolidation de la paix et SARE, afin de maximiser la complémentarité et d'éviter le cloisonnement des interventions.

Appuyer la mise en œuvre des Plans d'Actions Communautaires (PAC) : favoriser des PAC multisectoriels, ancrés dans les priorités locales, comme leviers de cohésion et d'autonomisation communautaire.

Autonomiser les comités à travers un système d'auto-mobilisations de ressources auprès de la communauté, une AGR de groupe pour le comité etc. afin d'assurer le financement durable des PAC.

Anticiper et gérer les conflits fonciers : intégrer de manière prioritaire la formation des acteurs communautaires sur la prévention et la gestion des conflits liés au foncier, compte tenu de leur récurrence croissante.

Institutionnaliser la plateforme multi-acteurs : formaliser son fonctionnement et prévoir des lignes budgétaires dédiées à sa coordination, afin d'en faire un véritable cadre d'apprentissage, de dialogue et de partage d'expériences.

Renforcer les compétences croisées et le suivi intégré : développer des formations croisées et des mécanismes de suivi partagés entre acteurs et secteurs, pour améliorer la synergie et la durabilité des acquis.

« Grâce à la médiation, on a réglé nos différends et aujourd'hui, on s'entraide dans notre groupe AVEC » Membre du focus group

Note de synthèse

L'expérience montre que la synergie des plateformes SARE, DHCP et Protection constitue un modèle efficace de l'approche Nexus. Elle permet de répondre aux besoins multiples des communautés, tout en renforçant la cohésion sociale, la résilience économique et la protection. Toutefois, pour garantir la durabilité, il est nécessaire de : formaliser les mécanismes de coordination intersectorielle, réduire les chevauchements d'acteurs, et prévoir un cadre d'échange permanent entre plateformes.

TRANSFERT DE COMPÉTENCES ET DURABILITÉ DES ACQUIS

Approche du transfert de compétences

L'approche dans le cadre du projet repose sur l'idée que la durabilité des acquis passe par un investissement fort dans le renforcement des capacités locales et le transfert de compétences. Les formations adaptées aux besoins des acteurs communautaires, combinées à un coaching de proximité et à une transmission continue entre pairs, ont permis de consolider les savoirs et d'ancrer des pratiques nouvelles au sein des communautés. Cette stratégie a créé un véritable effet multiplicateur : les bénéficiaires formés deviennent à leur tour des relais capables d'accompagner d'autres acteurs, d'assurer la continuité des actions et d'installer des dynamiques locales de long terme. En plaçant le transfert de compétences au cœur des interventions, les projets renforcent non seulement l'efficacité immédiate des réponses, mais surtout leur appropriation et leur pérennité par les communautés.

Approche mise en œuvre

L'approche a reposé sur une méthodologie participative et inclusive qui a permis un transfert de compétences ancré dans le vécu des communautés. Les formations en présentiel, organisées sous forme de modules courts et adaptés aux besoins spécifiques (médiation, gestion des conflits, VBG, entrepreneuriat, cohésion sociale, AGR), ont été complétées par des cas pratiques et des mises en situation réelles favorisant l'apprentissage par la pratique et le travail en groupe. Le coaching de proximité a constitué un levier essentiel, en assurant un suivi individualisé et un accompagnement continu.

Par ailleurs, la transmission horizontale a joué un rôle majeur : coachs endogènes et membres formés ont diffusé leurs acquis à travers des causeries éducatives, des dialogues communautaires et des coanimations, créant ainsi un effet de cascade. L'intégration de ces pratiques dans les dynamiques locales a renforcé l'appropriation et la durabilité des acquis.

La combinaison entre formations théoriques et pratiques de terrain, renforcée par un suivi rapproché et une transmission communautaire en cascade, favorise la rétention des savoirs et leur diffusion durable au sein des communautés.

Résultats

Le transfert de compétences constitue un moteur double, à la fois pour le relèvement économique et pour la consolidation de la paix sociale, en créant des dynamiques collectives durables.

Les résultats se sont manifestés à plusieurs niveaux, traduisant la pertinence de l'approche mise en œuvre. Sur le plan économique, les formations en entrepreneuriat et en gestion financière, associées à la mise en place des AVEC, ont permis d'améliorer les activités génératrices de revenus et de renforcer l'autonomie des ménages.

Au niveau social et communautaire, les acteurs formés ont conduit avec succès plus de 108 médiations, permettant de résoudre des conflits familiaux, fonciers et communautaires parfois vieux de plusieurs décennies, réduisant les violences basées sur le genre et renforçant la cohésion sociale.

Sur le plan institutionnel, la reconnaissance progressive des médiateurs endogènes, la structuration des points focaux SAP et la synergie accrue entre partenaires tels que la DRC, l'AFDR, l'OREPREGÉCC et l'APABUFAD témoignent d'un ancrage durable. Par ailleurs, l'implication de plus de 15 médias locaux, formés à une communication sensible au conflit, a renforcé la diffusion des messages de prévention et la sensibilisation des communautés.

Enfin, les effets psychosociaux se traduisent par un renforcement de la solidarité, de l'entraide et par une meilleure gestion pacifique des tensions. L'intégration de plus de 10 groupes AVEC dans les Plans d'Actions Communautaires illustre l'effet multiplicateur de l'approche : les compétences acquises dépassent largement les bénéficiaires directs pour irriguer l'ensemble de la communauté.

Défis

Malgré les acquis enregistrés, plusieurs défis ont limité l'approche. Il s'agit du :

Manque de supports pratiques illustrés, disponibles en langues locales, freine l'autoformation et la diffusion en cascade des compétences au niveau des acteurs locaux. À cela s'ajoute la disponibilité limitée des coachs communautaires, souvent absorbés par leurs activités agricoles, ainsi que le chevauchement des rôles entre acteurs, ce qui réduit l'efficacité des passerelles entre secteurs. Enfin, au niveau des ressources, l'insuffisance de moyens logistiques et l'appui limité dans le temps parfois réduits à trois mois de consommation fragilisent la continuité des actions engagées.

De ces défis il ressort que sans outils pratiques adaptés, un accompagnement continu et un financement soutenu, la diffusion des compétences et l'ancrage communautaire restent vulnérables.

Bonnes pratiques

Les expériences recueillies mettent en évidence plusieurs pratiques ayant contribué au succès des interventions.

Les formations, organisées directement dans les villages et traduites en langues locales, ont favorisé une meilleure compréhension et une appropriation réelle par les communautés.

La transmission en cascade, assurée par les leaders communautaires et les coachs, a permis de diffuser largement les compétences, au-delà des bénéficiaires directs.

La reconnaissance officielle et l'utilisation des médiateurs endogènes par les autorités locales ont également renforcé la légitimité et l'efficacité des mécanismes mis en place.

Par ailleurs, la dynamique communautaire a favorisé la création spontanée d'initiatives telles que les groupes AVEC et les causeries éducatives, traduisant une appropriation durable.

Les participants eux-mêmes soulignent le rôle clé du leadership local et la responsabilisation progressive des acteurs communautaires. Ils insistent également sur leur volonté de partager leurs acquis avec d'autres membres de la communauté, ce qui contribue à un véritable effet multiplicateur. Ces compétences, jugées solides et durables, continueront à être appliquées même après la fin du projet.

Recommandations

Les résultats de l'exercice de capitalisation soulignent l'importance de consolider les acquis à travers des actions concrètes et durables. Il est recommandé de produire et de diffuser des guides pratiques illustrés et traduits en langues locales, afin de faciliter l'autoformation et la transmission en cascade des connaissances. La mise en place de dispositifs de formation continue, complétés par des recyclages annuels, permettrait de maintenir un haut niveau de compétences parmi les coachs, médiateurs et relais communautaires.

Par ailleurs, l'organisation d'échanges intercommunautaires entre acteurs issus de différentes régions offrirait un cadre d'enrichissement mutuel et de partage de bonnes pratiques. À l'échelle structurelle, il est essentiel de formaliser la plateforme de coordination et de lui garantir un appui logistique et budgétaire pérenne, afin d'assurer une meilleure synergie des interventions.

La durabilité repose sur un double transfert : vertical (ONG → acteurs locaux) et horizontal (pairs → pairs) qui doit reposer sur trois piliers indissociables la continuité des actions, leur élargissement géographique et sectoriel, et leur institutionnalisation dans les dynamiques communautaires et locales.

Note de synthèse

Le transfert de compétences, lorsqu'il est contextualisé et adossé au leadership communautaire, constitue un levier durable pour la paix, la cohésion sociale et l'autonomisation. L'effet multiplicateur des formations et leur intégration dans les pratiques locales renforcent la durabilité. Cependant, la consolidation exige des outils pédagogiques adaptés, un accompagnement continu et des opportunités d'échanges intercommunautaires pour maintenir la dynamique.

MODÈLE DE RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE DÉVELOPPÉ PAR LE PROJET PREVENIR

Le projet PREVENIR a démontré que la résilience communautaire et la cohésion sociale se construisent autour de trois piliers essentiels : la participation inclusive, la connexion des dynamiques locales aux institutions, et la synergie multisectorielle.

Chaque expérience menée a apporté une valeur spécifique :

- Communication stratégique : en renforçant la visibilité et l'influence politique des initiatives locales, elle a permis de porter les voix des communautés dans les espaces décisionnels.
- Connexion local-national : l'ancrage des pratiques endogènes dans les dispositifs institutionnels a consolidé leur légitimité et favorisé leur reconnaissance par les autorités.
- Protection et résilience : les interventions ont contribué à réduire les vulnérabilités, à prévenir les violences et à renforcer l'accompagnement psychosocial des populations affectées.
- Synergie Nexus : la coordination intersectorielle (protection, relèvement économique, cohésion sociale) a amélioré l'efficacité globale et assuré une réponse intégrée.
- Transfert de compétences : le renforcement des capacités locales, combiné au coaching de proximité et à la transmission en cascade, a généré un effet multiplicateur et favorisé la durabilité des acquis.

Ensemble, ces pratiques constituent un modèle reproductible et adaptable, non seulement pour d'autres régions du Burkina Faso, mais également pour des contextes de crise sécuritaire prolongée dans d'autres pays.

RECUEIL DE COURT TÉMOIGNAGES



Nous avons décidé d'évoluer en AVEC car nous avons eu plusieurs informations sur les avantages de l'AVEC. Nous avons donc approché le comité à cet effet. Le comité nous a offert des coffres pour garder notre argent, du matériel de travail comme des cahiers, des stylos et des cantines pour garder le matériel de travail. L'AVEC nous offre la possibilité d'être ensemble, nous prenons des nouvelles de chaque membre du groupe. Aussi, nous pouvons nous entraider. Quand nous avons besoins d'argent pour régler nos soucis, nous pouvons bénéficier de prêt grâce aux épargnes des membres du groupe.

place par le comité communautaire de Thiou



Le comité communautaire est un groupe créé par la population elle-même. Le but de ce comité, c'est de collecter les difficultés que rencontre la population et essayer de trouver des solutions. Quand ces derniers cherchent en vain une solution, ils transmettent ces difficultés aux personnes qui peuvent trouver des solutions. Il y a eu un grand changement depuis le début du travail du comité communautaire. En effet, les femmes déplacées avaient l'habitude de ne rien acheter quand elles étaient à Tuy. Alors, pour avoir du bois de chauffe, elles découpaient les arbustes et même des troncs d'arbres. Certaines femmes se disputaient pour avoir accès à l'eau. Grâce à la sensibilisation, tous ces comportements ont été stoppés et les gens ont recommencé à sympathiser.

Aussi, avec le travail du comité communautaire, les gens ont pris confiance et savent qu'ils peuvent compter sur le comité en cas de difficulté. Même s'il ne peut pas trouver des solutions, il peut faire recours à des personnes ou institutions de soutiens comme DRC.

Wendida comité communautaire de Thiou

A mon arrivée, suite à mon déplacement je ne connaissais personne. Je sortais souvent pour aider des travailleurs en tant que manœuvre pour nourrir ma famille. Les femmes aussi sortaient pour balayer et ramasser du gravier. Avec mon travail de manœuvre, je ne parvenais pas à subvenir aux besoins de ma famille. Même pour la nourriture c'était compliqué. Vient s'ajouter les problèmes de santé et de scolarisation. Avec tous ces problèmes j'avais décidé de partir au Mali pour me lancer dans l'orpaillage. C'est dans les préparatifs de mon départ que le projet PREVENIR m'a identifié afin de me doter d'une Activité Génératrice de Revenu. Avec mon activité de couture, dans la semaine, je peux avoir environ 10 000f CFA. Comme c'est le domaine de marché, il y a des moments où ça va et il y a également des moments pas très confortables. Donc, dans le mois je peux avoir environ 20 000f CFA à 30 000f CFA. Maintenant je ne compte plus partir au Mali pour l'orpaillage. **Belem bénéficiaire AGR**

Avant que notre AVEC ne devienne Coopérative nous avons évolué en avec pendant 02 deux ans. Au bout de ces deux ans nous nous sommes rencontrés pour discuter de la coopérative car à plusieurs reprises nous avons eu des formations sur comment transformer une AVEC en coopérative. C'est ainsi que nous avons pris conscience de la nécessité de travailler ensemble car chacun travaillait de son côté ce qui ne nous était pas bénéfique. Pour nous, il y a plusieurs avantages avec les coopératives. D'abord même pour la vente du fumier. Quand le travail était individuel, on mettait du temps avant de réunir de une bonne quantité de fumier. Mais, quand nous avons commencé à vendre en groupe, nous avons pu réunir de grande quantité de fumier très rapidement. Nous vendons du fumier au moins chaque mois. Aussi, pour l'achat d'aliments de bétail, le prix varie selon le nombre de sacs. Individuellement, on achetait le sac à 13500f CFA. Mais comme nous faisons l'achat en groupe maintenant, nous pouvons avoir le sac à 12500f CFA. Pour nous il y a une grande différence.

Moussa président coopérative Taamsé



